

PREFECTURE DE LA SAVOIE

**ARRÊTÉ PREFECTORAL PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES  
SOCIETE ALCAN ABRASIFS REFRACTAIRES CERAMIQUES**

**USINE DE LA BÂTHIE  
EN ZONE INDUSTRIELLE**

Le Préfet de la Savoie,  
Chevalier de la légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 et notamment l'article 18 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 autorisant le fonctionnement des installations de la société PEMAR, situées sur la commune de La Bâthie, en zone industrielle ;
- Vu la demande en date du 18 janvier 2004 de la société PEMAR visant à modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 susvisé ;
- Vu l'avis formulé par la Mission Inter-Services sur l'Eau (MISE), suite à ses réunions du 11 avril 2003, 25 juin 2004 et 15 septembre 2005, relatif à la modification des flux de polluants susceptibles d'être rejetés, dans le milieu naturel, par les installations de la société PEMAR, situées en zone industrielle de La Bâthie ;
- Vu le procès verbal d'infraction, dressé au titre de la police de l'eau, le 2 décembre 2003, par le Conseil Supérieur de la Pêche (CSP), à l'encontre de l'exploitant, suite au constat de la présence d'un dépôt de boues jaunâtres, dans le canal, creusé dans le milieu naturel, d'évacuation, vers l'Isère, des effluents liquides de l'installation ;
- Vu le rapport de l'inspecteur des installations Classées, en date du 15 novembre 2005 ;
- Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, en date du 7 février 2006 ;
- Vu la nouvelle raison sociale de l'usine de La Bâthie, Alcan Abrasifs Réfractaires Céramiques (ALCAN ARC, anciennement PEMAR), notifiée par l'exploitant à monsieur le préfet de la Savoie, par courrier du 1<sup>er</sup> décembre 2005 ;
- Considérant que les activités exercées par la société Alcan Abrasifs Réfractaires Céramiques, en zone industrielle de La Bâthie, génèrent des prélèvements ou des rejets significatifs dans le milieu naturel ;
- Considérant le rapport du Conseil Supérieur de la Pêche, du 14 février 2005, faisant état de l'écoulement accidentel d'effluents acides vers le réseau d'eau pluviale, sur le site situé en zone industrielle ;
- Considérant l'écoulement accidentel d'effluents acides, intervenu le 13 décembre 2005, lié à un dysfonctionnement de l'installation de neutralisation située en zone industrielle ;
- Considérant les résultats,
  - d'une part, des analyses réalisées par l'exploitant au titre de l'autosurveillance et
  - d'autre part, des études conduites tant sur les rejets eux-mêmes que sur leur impact sur l'environnement ;
- Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Savoie ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

#### **Objet**

La société Alcan Abrasifs Réfractaires Céramiques, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté, relatives à

- la surveillance de la qualité des eaux de surface et des flux limites de rejets en Isère **(article 2).**
- la réalisation d'une expertise de l'état des installations de traitement des effluents **(article 3).**
- et la mise en place d'un système d'évacuation vers l'Isère des effluents liquides de l'installation permettant une bonne diffusion dans le milieu naturel **(article 4).**

### **Article 2**

#### **Modification des flux de polluants rejetés à l'Isère**

Les valeurs limites, exprimées en concentrations et en flux de polluants rejetés par jour, pour la Demande Chimique en Oxygène (DCO), les Matières en Suspension Totales (MEST), les Fluorures (F) et le Fer (Fe), définies en annexe III de l'arrêté préfectoral du 11 janvier 1996 susvisé, sont remplacées par les valeurs limites suivantes :

Polluants	Concentration en mg/l	Flux limites en kg par jour
		<b>Applicables dès la notification du présent arrêté</b>
<b>DCO</b>	100	30
<b>MEST</b>	35	30
<b>F</b>	15	15
<b>Fe</b>	5	5

### **Article 3**

#### **Expertise de l'état des installations de traitement des effluents**

Il est prescrit la réalisation d'une expertise de l'état des installations de traitement des effluents et notamment des canalisations. Cette expertise, réalisée par un organisme tiers, fera l'objet d'un rapport transmis à l'inspection des installations classées. Elle prendra en compte les enseignements issus de l'incident du 1<sup>er</sup> février 2005.

Elle servira de base à la définition

- d'un programme de maintenance préventive,
- de mesures constructives de nature à éviter le renouvellement de tels incidents.

Sur la base de cette expertise, l'exploitant transmettra un rapport à l'inspection des installations classées, dans lequel il présentera un échéancier pour la mise en place des mesures constructives, dont la pertinence aura ainsi été identifiée.

#### **Article 4**

##### **Canal d'évacuation vers l'Isère des effluents de l'installation**

Il est prescrit la mise en place d'un système d'évacuation des effluents liquides de l'installation vers l'Isère, afin de favoriser une bonne diffusion dans le milieu naturel. A cet égard, l'utilisation d'une canalisation est à envisager.

Par ailleurs, l'exploitant devra solliciter, auprès de Monsieur le Préfet de la Savoie, l'autorisation d'occupation du domaine public fluvial.

#### **Article 5**

##### **Echéances**

Les dispositions du présent arrêté devront être respectées selon l'échéancier défini dans le tableau ci-dessous.

<b>articles</b>	<b>Echéances</b>
<b>article 2</b>	dès la notification du présent arrêté
<b>article 3</b> <b>(sauf mesures constructives)</b>	30 novembre 2006
<b>article 3</b> <b>(mesures constructives)</b>	un an à compter de la notification du présent arrêté
<b>article 4</b>	un mois après l'autorisation préfectorale d'occupation du domaine public fluvial

#### **Article 6**

En cas de non-respect des échéances mentionnées dans le présent arrêté, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par ce même code.

#### **Article 7**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Grenoble. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 8**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est :

- affichée de façon visible, en permanence, dans l'établissement par les soins de l'exploitant,
- déposée en mairie de la commune de La Bâthie et tenue à la disposition du public,
- est affichée pendant un mois à la porte de la mairie par les soins du maire.

Un avis est inséré aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.


## Article 9

Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée au maire de La Bâthie.

Chambéry, le 19 AVR. 2006

Le Préfet

Pour le Préfet,  
Le Secrétaire Général



Jean-Michel PORCHER